Solidarité avec le mouvement démocratique à Hong-Kong !

En 1984, la Chine s'était engagée à garantir jusqu'en 2047 l'autonomie de Hong-Kong, notamment aux niveaux politique, judiciaire et économique. Le tout résumé par la formule « un pays, deux systèmes ». Le pouvoir chinois s'était également engagé à ne pas remettre en cause jusqu'en 2047 les libertés de rassemblement, de manifestation et d'expression. Une réforme démocratique des institutions était également prévue.

Néanmoins, depuis 2003 la Chine a essayé de s'ingérer de façon croissante dans la politique hongkongaise.
- Le 31 août 2014, elle a adopté un texte concernant l'élection au poste de chef.fe du gouvernement de Hong Kong, remettant en cause la démocratisation prévue. Il en a résulté une mobilisation de 79 jours connue sous le nom de « Révolution des Parapluies ». Celle-ci n'est pas parvenue à bloquer ce texte.
- Dans les années qui ont suivie, des attaques ont eu lieu contre la liberté de la presse : les médias ont été censurés ou se sont « autocensurés ».
- Le gouvernement a également invalidé, sous la pression de Pékin, l'élection de membres prodémocratie du Parlement. Il a organisé l'enlèvement et l'emprisonnement d'opposant.es.

Un pas supplémentaire décisif a été franchi au printemps 2019 avec le projet de loi d'extradition. Celui-ci remettait en cause l'indépendance du pouvoir judiciaire envers le gouvernement chinois, écornant un peu plus le principe « un pays, deux systèmes ».
- C'est pourquoi 1 million de citoyen.nes sont descendu.es dans la rue le 9 juin, ce qui a marqué le début d'un mouvement social massif. Le gouvernement a été surpris par l'ampleur de la mobilisation.
- Le 16 juin, le nombre de manifestant.es a atteint 2 millions. Ce qui équivaut à plus d'un quart du nombre d'habitant.es de la mégalopole.

La population a manifesté ainsi sa crainte de voir des personnes extradé.es vers la Chine continentale qui n'a pas un système juridique garantissant des procès justes et équitables. Cette loi ne s'appliquerait pas uniquement aux suspect.es ou aux prisonnier.es de droit commun, mais aussi aux militant.es politiques, aux intellectuel.les, aux porte-paroles d'ONG, aux démocrates et aux syndicalistes. Toutes ces personnes seraient considérées par le pouvoir chinois comme des « menaces politiques ».

Malgré le nombre de manifestant.es, le gouvernement hongkongais n'a pas voulu retirer le projet de loi. La situation s'est dégradée de jour en jour à cause de son attitude. Dans n'importe quelle démocratie, avec un nombre aussi important de manifestant.es, le gouvernement aurait réagi. Il n'aurait pas menti au public et n'aurait pas qualifié les manifestant.es pacifiques d'« émeutiers ». Nous leur tenons têtes et nous faisons nôtre le dicton chinois « 沒有暴徒，只有暴政 » (il n'y a d'émeutiers que pour les tyrans).

Le gouvernement hongkongais est en effet devenu tyrannique, il n'écoute plus son peuple, il autorise la police à utiliser une « violence excessive », et parfois la violence sexuelle contre des manifestantes. Carrie Lam et sa police ont même collaboré avec les Triades (mafia), en ayant pour objectif d'intimider et d'étouffer l'opposition. En outre, la police traite les manifestant.es de « cafards » et tient un discours haineux. Ce qui encourage les attaques de nationalistes chinois.es partout dans le monde. Des contre-manifestants nous ont, par exemple, fait face à Paris lors du rassemblement sur la Place Saint-Michel, en tenant des propos nationalistes.

Contrairement à la propagande diffusée par le pouvoir de Chine continentale qui nous qualifie de « terroristes » ou d'« émeutiers » manipulés par l'impérialisme américain et la CIA, nous sommes

simplement des manifestant.es indépendant.es luttant pour les réformes démocratiques, pour la liberté, pour l'égalité et la justice sociale. Nous refusons également la surveillance généralisée et le pouvoir autoritaire.

Nous portons toujours les cinq revendications des manifestant.es de Hong-Kong :

1. La suppression officielle du projet de loi autorisant les extraditions ;
2. Le retrait de la qualification d'« émeutes » ;
3. La libération sans poursuite des manifestant.es arrêté.es ;
4. La création d'une commission d'enquête indépendante sur les exactions policières ;
5. La mise en place immédiate du suffrage universel du chef de l'exécutif et du Parlement.

Le 4 septembre, Carrie Lam a annoncé que le retrait du projet de loi serait abordé par le parlement en octobre. Nous devons rester vigilant.es et surveiller si cette promesse sera tenue. Notre bataille n'est pas finie ! Il reste par ailleurs quatre revendications à défendre. Il nous faut notamment poursuivre le combat pour obtenir une réforme démocratique, afin que le gouvernement réponde de ses actes et en soit responsable devant le parlement.

La solidarité est essentielle !

C'est un moment historique qui se joue sous nos yeux. Il faut affirmer haut et fort la solidarité avec le mouvement démocratique à Hong Kong, et notamment avec les étudiant.e.s torturé.e.s, ainsi que les salarié.es licencié.es après la grève du 5 août suite aux pressions du pouvoir de Pékin.

Notre combat converge aussi avec celui de la grande majorité de la population du continent chinois, et notamment les salarié.es, les avocat.es, les étudiant.es se réclamant du marxisme qui ont été arrêté.es et emprisonné.es, ainsi que les Ouïghours qui ont été envoyé en camps de rééducation, etc.

Hier Xinjiang, aujourd'hui Hong-Kong, demain l'Asie, et puis ce serait l'Europe!
Rejoignez nous à notre rassemblement :

Date : le 28 septembre 2019 (samedi) ; 15h30 – 18h
Lieu : Place (Fontaine) Saint Michel (à confirmer)

Opposons-nous à tous les reculs démocratiques !
Vive la solidarité internationale !

Comité pour la Liberté à Hong Kong (Paris et Lyon)
Contact : librehk@gmail.com ; +33 7 5516 7742

Avec le soutien de :
Union Syndicale Solidaires
Fédération des Pays Asiatiques pour les Droits de l'Homme
HongKongers in Germany Concern Group
Stand with Hong Kong (Global in Action)
Netherlands for Hong Kong